



**ÉVALUATION COMPARATIVE DES EFFORTS ÉCONOMIQUES  
ET FINANCIERS D'UN ENSEMBLE DE PAYS, DANS LE CADRE  
DE LA GESTION DE LA CRISE COVID-19**

*Pronoia By Reckon*



*Pronoia By Reckon*

## ÉVALUATION COMPARATIVE DES EFFORTS ÉCONOMIQUES ET FINANCIERS D'UN ENSEMBLE DE PAYS, DANS LE CADRE DE LA GESTION DE LA CRISE COVID-19 - MAI 2020

### EXECUTIVE SUMMARY

#### 1. Introduction :

La présente étude met en valeur l'effort financier de chaque pays de l'échantillon sélectionné, dans le cadre de la lutte contre la crise sanitaire et économique Covid-19. 20 pays ont fait l'objet de la présente étude comparative, sur la base de 3 critères de représentativité : Géographique ; Économique et Sanitaire.

Liste des pays (par ordre alphabétique) :

|                |                 |
|----------------|-----------------|
| Afrique du Sud | Italie          |
| Allemagne      | Japon           |
| Australie      | Arabie Saoudite |
| Brésil         | Maroc           |
| Canada         | Nigeria         |
| Chine          | Royaume-Uni     |
| Corée du Sud   | Russie          |
| Espagne        | Rwanda          |
| Etats - Unis   | Singapour       |
| France         | Tunisie         |

L'évaluation de chaque pays s'est faite à travers 4 agrégats :

- La part du budget alloué à la lutte contre la crise Covid-19, rapporté au PIB
- La part du budget alloué à la lutte contre la crise Covid-19, par habitant
- La part du budget alloué à la lutte contre la crise Covid-19, par cas confirmé de Coronavirus
- La part du budget alloué à la lutte contre la crise Covid-19, par cas mortel de Coronavirus

Les budgets par pays, alloués à la lutte contre la crise Covid-19 et annoncés dans la présente étude, représentent les efforts gouvernementaux dans ce sens et ne reflètent pas l'ensemble des initiatives dans les pays en question, notamment celles prises par le secteur privé, par la société civile et/ou dans le cadre d'efforts internationaux.

Les chiffres exposés dans la présente étude sont de nature évolutive et représentent, au mieux de la disponibilité des données, la situation retraitée à des fins de comparabilité et une image arrêtée, à fin Avril 2020.

**CLASSEMENT COMPARATIF - 1 -  
PART DU BUDGET ALLOUE A LA LUTTE  
CONTRE LA CRISE COVID-19, RAPPORTE AU PIB**

| Pays            | Budget alloué à la lutte contre la crise covid-19, rapporté au PIB |
|-----------------|--|
| Japon           | 22,10%   |
| Espagne         | 14,10%   |
| Allemagne       | 13,90%   |
| Australie       | 12,90%   |
| Singapour       | 12,40%   |
| Royaume-Uni     | 11,70%   |
| Etats-Unis      | 10,30%   |
| Afrique du Sud  | 7,30%  |
| Arabie Saoudite | 6,00%  |
| Canada          | 5,40%  |
| France          | 3,80%  |
| Maroc           | 2,70%  |
| Chine           | 2,60%  |
| Italie          | 2,50%  |
| Corée du Sud    | 2,40%  |
| <b>Tunisie</b>  | <b>1,80%</b>   |
| Brésil          | 1,60%  |
| Russie          | 1,40%  |
| Rwanda          | 1,40%  |
| Nigeria         | 0,40%  |

La relance économique et la gestion des impacts sociaux et financiers de la crise sont au centre des préoccupations des pays analysés. En tête de classement, seul l'Espagne a payé un lourd tribut en matière sanitaire (avec le Royaume-Uni et les Etats Unis d'Amérique, dans le Top 10 du classement).

**Cas de la Tunisie :**

Le budget alloué à la gestion de la crise Covid-19 par la Tunisie, est majoritairement orienté vers les dépenses à caractères économiques et sociales. Un budget, en adéquation avec sa situation financière actuelle et les performances de son peer group en la matière.

## 2. Analyse et Interprétation :

**La pandémie Covid-19 représente une crise systémique mondiale, dont la rapidité de progression, l'ampleur et l'étendue restent inédits dans l'histoire de l'humanité. Une crise qui a mis à rude épreuve la résilience des modèles sanitaires, économiques et sociaux dans le monde.**

La comparaison des contextes économiques et sanitaires dans les différents pays évalués, reste un préalable nécessaire à l'analyse des différents efforts financiers consentis par les pouvoirs publics, dans le but de maîtriser et de juguler la crise ; les indicateurs exposés ci-dessus représentent le reflet croisé de l'impact de la crise Covid sur chaque pays mais aussi de la capacité financière du pays en question à y faire face.

Dans ce cadre, l'évaluation de notre échantillon de pays, à travers les 4 agrégats sélectionnés a permis de mettre en lumière quelques constats, qu'il est important de rappeler :

- Les premières places des quatre classements sont essentiellement expliquées, en premiers lieu par les moyens financiers à dispositions des pouvoirs publics locaux, ensuite par l'importance d'une relance économique rapide compte tenu de la situation d'avant crise et enfin par l'impact sanitaire réel de la pandémie.
- Bien que l'élément déclencheur de la crise soit de nature sanitaire, les impacts les plus importants de la crise sont de nature économique et financière (comparaison entre conséquences sanitaires (nombre de cas infectés, nombre d'hospitalisations, nombre de morts, ...) et conséquences économiques et financières (chômage, faillites d'entreprises, pertes de pouvoir d'achat, ...)).
- La crise économique n'est pas la conséquence directe de la crise sanitaire, mais une conséquence directe de la réponse des pouvoirs publics face à la crise sanitaire.
- De par la nature des impacts réels de la crise (CF points précédents), les réponses des pouvoirs publics ont été majoritairement orientées, vers le soutien et la relance économique et non pas vers la consolidation des budgets et des infrastructures sanitaires. Ainsi, les indicateurs les plus efficaces et dont les résultats sont les plus significatifs, restent ceux élaborés sur une base économique (PIB) et non pas sanitaire (nombre de cas confirmés, biaisé par la stratégie et les méthodes de détection - nombre de morts).
- La progression et l'étendue de la crise économique sont les reflets de la mondialisation et de l'interdépendance des économies et des sociétés. La crise a permis de mettre en exergue les failles et les carences d'un bon nombre de pays, en matière d'autonomie et de diversification des structures économiques locales.

### RÉPONSE À LA CRISE COVID-19

